



SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION
13, 17 Novembre 1996 Rome Italie

**S.E. M. Boutros Boutros-Ghali,
Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
- 13 novembre 1996**

[Texte de la déclaration](#)



(cliquer sur l'image pour voir la [Autres déclarations](#)
video)

Très Saint-Père,
Monsieur le Président,
Monsieur le Directeur général,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Le Sommet mondial de l'alimentation qui s'ouvre aujourd'hui, à Rome, doit être pour la Communauté internationale dans son ensemble, l'occasion de réaffirmer l'impérieuse nécessité d'assurer une sécurité alimentaire convenable pour tous!

Et je voudrais donc, avant toute chose, féliciter le Directeur général de la FAO, Monsieur Jacques Diouf, d'avoir ainsi convié les Etats à de nouveaux efforts et à de nouvelles initiatives à travers la Déclaration de Rome et le Plan d'action auxquels est consacrée cette Conférence.

Je voudrais également remercier les autorités italiennes pour leur hospitalité et leur coopération. Depuis plus de cinquante ans, l'Italie accueille ici, à Rome, le siège de la FAO. Et Son Excellence le Président Oscar Luigi Scalfaro vient à l'instant, et de la façon la plus nette, de réaffirmer l'engagement de son pays dans la lutte contre la faim.

Je voudrais surtout exprimer ma profonde reconnaissance à Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II. Par sa présence et par ses paroles, il honore aujourd'hui, une fois encore, la famille des Nations Unies dans son ensemble.

Et il vient, par là même, nous rappeler que le problème de la faim n'est pas seulement une question économique, sociale ou politique, mais qu'il est aussi une question éthique et morale.

Car la faim est une atteinte directe non seulement à l'intégrité physique, mais aussi à la dignité même de la personne humaine! La faim est une insulte aux valeurs fondamentales de la Communauté internationale! Et nous avons bien conscience qu'une société se condamnerait à la honte et au discrédit si, à la fin du XXe siècle, continuaient à persister ce que Sa Sainteté a appelé si justement "les structures de la famine".

Or, nous le savons, beaucoup d'efforts restent à accomplir. Car le scandale de la faim persiste toujours.

Aujourd'hui encore, un individu sur cinq a faim!

Huit cent millions de personnes souffrent de sous-alimentation chronique!

Et 88 Etats, dont près de la moitié sont situés en Afrique subsaharienne, connaissent les affres de la famine endémique et de la malnutrition!

En ce moment même, 200 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition et de carences alimentaires!

Cela est inadmissible!

Il est totalement inacceptable de voir certaines parties du monde crouler sous l'abondance alimentaire, tandis que d'autres manquent des denrées de première nécessité.

Il est totalement insupportable de voir certains pays gaspiller la nourriture ou la détruire, tandis que d'autres ne peuvent pas subvenir aux besoins élémentaires de leurs enfants.

Car le problème de la faim n'est pas seulement un problème de production. Il est aussi un problème de répartition.

C'est dire qu'il choque profondément l'idée que nous nous faisons de l'égalité et de la justice sociale.

Je veux donc m'associer pleinement à l'initiative prise aujourd'hui par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Et je souhaite que ce Sommet mondial de l'alimentation soit l'occasion d'une nouvelle mobilisation générale contre la faim!

En attirant l'attention de tous sur les menaces que font peser la faim et la malnutrition sur des nations et sur des régions entières de la planète, le Sommet mondial élève clairement le problème de la faim au rang des grandes priorités présentes et à venir de la Communauté internationale.

C'est la raison pour laquelle les objectifs de ce Sommet de Rome s'inscrivent pleinement dans le cadre des grandes actions prospectives que mène l'Organisation mondiale, depuis 1992, sur le devenir économique et social de la planète.

Il est d'ailleurs frappant de constater que les Conférences des Nations Unies qui se sont tenues depuis cette date ont toutes, sans exception, et dans leur domaine de compétence, insisté sur l'urgence de porter remède à la famine et à la malnutrition.

Ainsi, en 1992, à Rio, la Conférence sur l'environnement et le développement a souligné la nécessité d'assurer la sécurité alimentaire à tous les niveaux, dans le cadre du développement durable prévu par l'Agenda 21.

L'année suivante, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, réunie à Vienne, a réaffirmé la nécessité de permettre à chacun de jouir d'un véritable droit à la nourriture.

En 1994, la Conférence internationale sur la population et le développement, qui s'est tenue au Caire, a mis l'accent sur les liens entre croissance démographique et production alimentaire, et sur la nécessité de répondre, de manière globale, aux besoins nutritionnels toujours grandissants des populations.

Le Sommet sur le développement social, réuni en mars 1995 à Copenhague, s'est, lui aussi, fortement engagé dans la lutte contre la faim en en faisant un élément essentiel de l'élimination de la pauvreté.

La Conférence de Beijing a, pour sa part, attiré à juste titre l'attention de la Communauté internationale sur le rôle fondamental des femmes dans la production alimentaire - en particulier en milieu rural - en rappelant que les femmes produisent plus de 55 % de la nourriture mondiale et plus de 80 % de celle du continent africain.

Tout récemment, la Conférence sur l'Habitat urbain, réunie à Istanbul, a montré l'importance d'établir des rapports équilibrés entre monde rural et milieu urbain, et a insisté sur le rôle des villes dans la bonne distribution des vivres et dans l'approvisionnement des populations en eau potable.

Le présent Sommet de Rome est donc, en quelque sorte, un point d'aboutissement de cette réflexion. Et il est juste que ce soit la FAO qui en ait pris l'initiative, elle qui a pour objectif essentiel, selon les termes mêmes de sa Charte constitutive, de "libérer l'humanité de la faim".

C'est dans cette perspective que je souhaite profondément que ce Sommet soit, pour nous, l'occasion d'amener la Communauté internationale à ériger la sécurité alimentaire en priorité absolue et à en tirer toutes les conséquences pour les actions à conduire dans l'avenir.

Nous le savons, depuis longtemps l'idée de sécurité alimentaire chemine dans les institutions internationales.

Dès 1948, la Déclaration universelle affirme "le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation".

Mais, c'est l'article 11 du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels qui, en 1966, affirmera de la façon la plus nette "le droit de toute personne d'être à l'abri de la faim". Ce droit à la nourriture revêt même un caractère de "droit fondamental". Il est le premier droit économique de la personne humaine!

Depuis qu'en 1973 la FAO a, pour la première fois, inscrit le concept de sécurité alimentaire dans l'ordre juridique international, nous avons franchi une nouvelle étape.

Car cela a permis, à l'échelle universelle, de définir des politiques alimentaires, de mettre en place des stratégies d'action, de présenter des plans à moyen terme, d'instaurer des mécanismes d'urgence et de crise.

Dans la même perspective, les organisations régionales, en Asie, en Amérique latine, en Afrique, ont imaginé des procédures et des modalités d'action. De réels progrès ont été accomplis. Et il n'est pas exagéré de dire que la sécurité alimentaire a progressé sur la planète.

Cela ne rend que plus scandaleuses les situations catastrophiques auxquelles nous sommes, aujourd'hui encore, confrontés, principalement sur le continent africain.

C'est la raison pour laquelle j'ai voulu, cette année, lancer l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique.

Cette Initiative, à laquelle participent la Banque mondiale et les grandes institutions des Nations Unies, a voulu souligner tout spécialement la nécessité de mieux assurer à long terme la sécurité alimentaire et la sécurité de l'approvisionnement en eau en Afrique. La FAO aura, dans ce cadre, à prendre toute sa place.

Mais, dans le même temps, nous sommes aussi confrontés à des situations d'extrême urgence.

Au moment même où se déroule ce Sommet, plus d'un million de réfugiés, affamés et apeurés, errent, sans secours, dans les montagnes et les forêts de l'Est du Zaïre.

Je voudrais donc, ici, lancer un appel solennel à la Communauté internationale pour secourir ces hommes, ces femmes et ces enfants qui ont tout perdu et qui sont condamnés à une mort certaine si l'on ne leur porte pas immédiatement assistance.

La Communauté internationale doit aider les réfugiés au Zaïre!

Nous avons besoin de la contribution de tous, les grandes puissances, les pays donateurs, les Etats africains, les institutions internationales, les organismes humanitaires! Il s'agit d'une urgence absolue, car chaque jour compte!

C'est par notre capacité à prendre en charge cette tragédie, de façon collective et concertée, que nous donnerons un sens réel à la sécurité alimentaire dans le monde!

Je vous remercie.



[Retour](#)